



Du Calvados

LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT SOUTIEN TOTAL AU MAINTIEN DE LA MATERNITE DE VIRE

Une situation de plus en plus difficile

Depuis de nombreuses années, sous différents gouvernements, chaque contre réforme, chaque projet de loi de financement de la Sécurité Sociale, a eu comme résultat, l'augmentation du montant pris en charge par chaque patient.

- par la diminution du nombre de médicaments remboursés

- par l'instauration des franchises médicales et de l'augmentation du forfait hospitalier.

- par la remise en cause des 100 % pour les affections de longues durées.

- par le maintien des dépassements d'honoraires même s'ils seraient encadrés.

Le démantèlement de l'hôpital public s'accélère avec la loi HPST (hôpital, patients, santé, territoire) dite loi "Bachelot".

Les restructurations et les fermetures de services ou de lits sont mis en œuvre depuis plus de 15 ans. Menées hier par les Agences Régionales hospitalières (ARH) et aujourd'hui par les Agences régionales de Santé (ARS) qui ont un pouvoir de décision exorbitant. Elles prennent des décisions

sans concertation, basées uniquement sur la recherche d'économies à tout prix. Ces politiques conduisent à des baisses d'effectifs intolérables entraînant des dysfonctionnements des services **donc à une baisse de l'offre de soins.**

Les difficultés financières sont dues à la tarification à l'activité (T2A) qui a pour conséquence de faire moins de prévention et plus d'interventions.

Pour investir, les hôpitaux publics sont dans l'obligation de faire des emprunts aux banques et cette politique aboutit à un endettement insupportable, à contrario les hôpitaux privés ne connaissent pas la crise.

La diminution des prises en charge des soins oblige des milliers de personnes à retarder, voire à abandonner les soins nécessaires à leur pathologie.

La diminution du nombre de professionnels de santé, l'existence des déserts médicaux dans le rural mais aussi dans les grandes villes, aggravent les difficultés d'accès aux soins pour tous. Les patients les plus précaires ne se soignent plus ou remettent à plus tard les soins nécessaires à leur maladie.

Le front de gauche soutient les initiatives et actions du collectif du bocage virois
"Touche pas à ma santé, à mon hosto"

Le 10 janvier 2013, 20h30 à VIRE

**soirée-débat autour du film "La naissance, une révolution"
au cinéma "Le Basselin"**

Pour 2013 , quelle politique de santé ?

Le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2013 adoptée par les députés sans les voix des députés du Front de gauche, entend imposer 657 millions d'économie supplémentaires à l'hôpital quand il faudrait un plan d'urgence de créations d'emploi qualifiés pour remettre à niveau les effectifs d'un personnel hospitalier épuisé et en souffrance.

En 2013, quel avenir pour notre santé ?

On le voit, en France, comme dans les autres pays d'Europe, les attaques contre le système de santé et la protection sociale sont au centre des politiques d'austérité et de privatisation menées sous la coupe de l'Union Européenne. Les exemples grecs et espagnols sont là pour nous montrer que la destruction du droit au soin pour tous peut-être extrêmement rapide et qu'un monde où seuls ceux qui en ont les moyens pourraient se soigner n'est jamais très loin.

De l'argent, il y en a :

**30 milliards d'euros annuels
d'exonération de cotisations sociales**

**20 milliards d'euros annuels de
déficit de la Sécurité Sociale**

**Ainsi, 9800 emplois ont été
supprimés dans les hôpitaux rien
que pour l'année 2009 dont 5000
soignant-es (source FHF)**

Et à Vire ?

Depuis de nombreux mois, le collectif, la population et des élus ont imposé à l'ARS et au ministère le report de la date de fermeture de la maternité et le recrutement de 3 gynéco-obstétriciens. Les militant-es du Front de gauche du Bocage Virois ont pris toute leur place dans ce combat.

A Vire, **Rien n'est gagné**, il faut amplifier la mobilisation, la maternité n'est que le début d'une longue série. L'offre de soins et la permanence de soins doivent être développés.

L'hôpital doit rester un service public et proposer une offre de soins "quelle que soit la maladie, ses revenus et son lieu d'habitation" ;

Les urgences maintenant !

Le Front de gauche exige l'abrogation de la loi « Bachelot » et la loi de 2003 instituant la tarification à l'acte (T2A).

Le Front de Gauche assurera la promotion des centres de soins avec du personnel salarié où s'appliquera le tiers payant.

**Pour que l'hôpital reste un service public, au service de la population,
l'intervention citoyenne déterminée et massive est nécessaire
C'est le sens de notre soutien à participer à la manifestation organisée
par le Collectif "Touche pas à ma santé, à mon hosto"**

MANIFESTONS

à VIRE

Samedi 12 janvier 2013 à 10h30

PORTE HORLOGE